

Acte final de la Dix-huitième session

Les soussignés, Délégués des Gouvernements de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de la Chine, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de L'ex-République Yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de Malte, du Maroc, du Mexique, de Monaco, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République slovaque, de la Suède, de la Suisse, de la République tchèque et du Venezuela, États membres, ainsi que les Représentants des Gouvernements de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso, de la Colombie, de la République de Corée, du Costa Rica, de l'Équateur, de la Géorgie, de Maurice, de la Nouvelle-Zélande, du Paraguay, du Pérou, des Philippines, de la Fédération de Russie, du Saint-Siège et du Sri Lanka, participant à titre d'Observateurs, se sont réunis à La Haye le 30 septembre 1996, sur invitation du Gouvernement des Pays-Bas, en Dix-huitième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements:

A Le projet de Convention suivant:

CONVENTION CONCERNANT LA COMPÉTENCE, LA LOI APPLICABLE, LA RECONNAISSANCE, L'EXÉCUTION ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ PARENTALE ET DE MESURES DE PROTECTION DES ENFANTS

Les États signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il convient de renforcer la protection des enfants dans les situations à caractère international,

Désirant éviter des conflits entre leurs systèmes juridiques en matière de compétence, loi applicable, reconnaissance et exécution des mesures de protection des enfants,

Rappelant l'importance de la coopération internationale pour la protection des enfants,

Confirmant que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale,

Constatant la nécessité de reviser la *Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs*,

Désirant établir des dispositions communes à cet effet, en tenant compte de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant*, du 20 novembre 1989,

Sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

1 La présente Convention a pour objet:

- a de déterminer l'État dont les autorités ont compétence pour prendre des mesures tendant à la protection de la personne ou des biens de l'enfant;
- b de déterminer la loi applicable par ces autorités dans l'exercice de leur compétence;
- c de déterminer la loi applicable à la responsabilité parentale;
- d d'assurer la reconnaissance et l'exécution des mesures de protection dans tous les États contractants;
- e d'établir entre les autorités des États contractants la coopération nécessaire à la réalisation des objectifs de la Convention.

2 Aux fins de la Convention, l'expression «responsabilité parentale» comprend l'autorité parentale ou tout autre rapport d'autorité analogue déterminant les droits, les pouvoirs et les obligations des parents, d'un tuteur ou autre représentant légal à l'égard de la personne ou des biens de l'enfant.

Article 2

La Convention s'applique aux enfants à partir de leur naissance et jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 18 ans.

Article 3

Les mesures prévues à l'article premier peuvent porter notamment sur:

- a l'attribution, l'exercice et le retrait total ou partiel de la responsabilité parentale, ainsi que la délégation de celle-ci;
- b le droit de garde, comprenant le droit portant sur les soins de la personne de l'enfant, et en particulier celui de décider de son lieu de résidence, ainsi que le droit de visite, comprenant le droit d'emmener l'enfant pour une période limitée dans un lieu autre que celui de sa résidence habituelle;
- c la tutelle, la curatelle et les institutions analogues;
- d la désignation et les fonctions de toute personne ou organisme chargé de s'occuper de la personne ou des biens de l'enfant, de le représenter ou de l'assister;
- e le placement de l'enfant dans une famille d'accueil ou dans un établissement, ou son recueil légal par *kafala* ou par une institution analogue;

Final Act of the Eighteenth Session

The undersigned, Delegates of the Governments of Argentina, Australia, Austria, Belgium, Canada, China, Croatia, the Czech Republic, Egypt, Finland, The former Yugoslav Republic of Macedonia, France, Germany, Greece, Ireland, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, Malta, Mexico, Monaco, Morocco, the Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, the Slovak Republic, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America and Venezuela, Member States, as well as the Representatives of the Governments of Burkina Faso, Colombia, Costa Rica, Ecuador, Georgia, the Holy See, the Republic of Korea, Mauritius, New Zealand, Paraguay, Peru, the Philippines, the Russian Federation, South Africa and Sri Lanka, participating as Observers, convened at The Hague on 30 September 1996, at the invitation of the Government of the Netherlands, in the Eighteenth Session of the Hague Conference on Private International Law.

Following the deliberations laid down in the records of the meetings, have decided to submit to their Governments –

A The following draft Convention –

CONVENTION ON JURISDICTION, APPLICABLE LAW, RECOGNITION, ENFORCEMENT AND CO-OPERATION IN RESPECT OF PARENTAL RESPONSIBILITY AND MEASURES FOR THE PROTECTION OF CHILDREN

The States signatory to the present Convention,

Considering the need to improve the protection of children in international situations,

Wishing to avoid conflicts between their legal systems in respect of jurisdiction, applicable law, recognition and enforcement of measures for the protection of children,

Recalling the importance of international co-operation for the protection of children,

Confirming that the best interests of the child are to be a primary consideration,

Noting that the *Convention of 5 October 1961 concerning the powers of authorities and the law applicable in respect of the protection of minors* is in need of revision,

Desiring to establish common provisions to this effect, taking into account the *United Nations Convention on the Rights of the Child* of 20 November 1989,

Have agreed on the following provisions –

CHAPTER I – SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

1 The objects of the present Convention are –

a to determine the State whose authorities have jurisdiction to take measures directed to the protection of the person or property of the child;

b to determine which law is to be applied by such authorities in exercising their jurisdiction;

c to determine the law applicable to parental responsibility;

d to provide for the recognition and enforcement of such measures of protection in all Contracting States;

e to establish such co-operation between the authorities of the Contracting States as may be necessary in order to achieve the purposes of this Convention.

2 For the purposes of this Convention, the term ‘parental responsibility’ includes parental authority, or any analogous relationship of authority determining the rights, powers and responsibilities of parents, guardians or other legal representatives in relation to the person or the property of the child.

Article 2

The Convention applies to children from the moment of their birth until they reach the age of 18 years.

Article 3

The measures referred to in Article 1 may deal in particular with –

a the attribution, exercise, termination or restriction of parental responsibility, as well as its delegation;

b rights of custody, including rights relating to the care of the person of the child and, in particular, the right to determine the child’s place of residence, as well as rights of access including the right to take a child for a limited period of time to a place other than the child’s habitual residence;

c guardianship, curatorship and analogous institutions;

d the designation and functions of any person or body having charge of the child’s person or property, representing or assisting the child;

e the placement of the child in a foster family or in institutional care, or the provision of care by *kafala* or an analogous institution;

B Les Décisions suivantes sur les matières à porter à l'ordre du jour de la Conférence:

La Dix-huitième session,

Se fondant sur les propositions et suggestions émises au sein de la Première commission,

1 Décide d'inscrire à l'ordre du jour des travaux de la Dix-neuvième session la question de la compétence, de la reconnaissance et de l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

2 Constatant que les travaux sur l'élaboration d'une convention sur la protection des adultes doivent être poursuivis à la suite de l'adoption d'un projet de *Convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants*;

Considérant qu'une ou plusieurs réunions ultérieures d'une Commission spéciale sont susceptibles d'aboutir à l'adoption d'une convention sur la protection des adultes;

Institue à cette fin une Commission spéciale;

Décide que le projet de Convention adopté par une Commission spéciale à caractère diplomatique sera consigné dans un Acte final soumis à la signature des Délégués présents à cette Commission.

3 Décide de retenir en outre à l'ordre du jour du programme de travail de la Conférence la question des conflits de juridictions, de la loi applicable et de la coopération judiciaire et administrative internationale en matière de responsabilité civile pour les dommages causés à l'environnement.

4 Décide de maintenir ou d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence, mais sans priorité:

a la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de successions;

b les problèmes de droit international privé soulevés par

– les échanges de données informatisées, et

– la protection de la vie privée en matière de flux transfrontière de données;

c la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des jugements relatifs aux couples non mariés;

d la loi applicable à la concurrence déloyale;

e la loi applicable aux cessions de créances.

5 Charge le Secrétaire général de convoquer une Commission spéciale sur le fonctionnement de la *Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*.

6 Rappelant l'article 42 de la *Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*, invite le Secrétaire général à convoquer une Commission spéciale sur le fonctionnement de cette Convention.

7 Charge le Secrétaire général:

a de convoquer, avant la Dix-neuvième session, une Commission spéciale chargée d'examiner le fonctionnement des Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* et, à l'occasion de cette réunion, d'examiner l'opportunité de reviser ces Conventions de La Haye et l'inclusion dans un nouvel instrument de dispositions sur la coopération judiciaire et administrative;

b de tenir à jour la liste des autorités prévues par la Convention de New York de 1956 et de communiquer, au rythme d'une ou deux fois par année, cette liste à toutes ces autorités dans les Etats membres de la Conférence de La Haye;

c de convoquer un groupe de travail informel chargé d'établir un projet de formules modèles destinées à accompagner les dossiers et à assurer l'accusé de réception de ceux-ci dans l'application de la Convention de New York de 1956, ces projets de formules devant être examinés et éventuellement adoptés lors de la prochaine Commission spéciale sur le fonctionnement des Conventions en matière d'obligations alimentaires.

B The following Decisions on matters pertaining to the Agenda of the Conference –

The Eighteenth Session,

Having regard to the proposals and suggestions advanced within the First Commission –

1 Decides to include in the Agenda of the Nineteenth Session the question of jurisdiction, and recognition and enforcement of foreign judgments in civil and commercial matters.

2 Noting that the work on a convention on the protection of adults should be pursued following the adoption of a draft *Convention on Jurisdiction, Applicable Law, Recognition, Enforcement and Co-operation in respect of Parental Responsibility and Measures for the Protection of Children*;

Considering that one or more subsequent meetings of a Special Commission would be likely to lead to the adoption of a convention on the protection of adults;

Institutes a Special Commission for that purpose;

Decides that the draft Convention to be drawn up by a Special Commission of a diplomatic character shall be embodied in a Final Act to be submitted for signature by the Delegates participating in such Commission.

3 Decides to retain in addition in the Agenda for the work programme of the Conference the question of the conflict of jurisdictions, applicable law and international judicial and administrative co-operation in respect of civil liability for environmental damage.

4 Decides to retain or include in the Agenda of the Conference, but without priority –

a jurisdiction, and recognition and enforcement of decisions in matters of succession upon death;

b the problems of private international law raised by

– electronic data interchange, and

– protection of privacy in connection with transfrontier data flows;

c jurisdiction, applicable law, and recognition and enforcement of judgments in respect of unmarried couples;

d the law applicable to unfair competition;

e the law applicable to assignment of receivables.

5 Requests the Secretary General to convene a Special Commission on the operation of the *Convention of 25 October 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction*.

6 Recalling Article 42 of the *Convention of 29 May 1993 on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption*, invites the Secretary General to convene a Special Commission on the operation of that Convention.

7 Requests the Secretary General –

a to convene, before the Nineteenth Session, a Special Commission instructed to examine the operation of the Hague Conventions on maintenance obligations and the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance* and to examine, on the occasion of that meeting, the desirability of revising those Hague Conventions, and the inclusion in a new instrument of rules on judicial and administrative co-operation;

b to keep an up-to-date list of the authorities provided for under the New York Convention of 1956 and to communicate this list, once or twice a year, to all those authorities in the Member States of the Hague Conference;

c to convene an informal working group in order to draft model forms to accompany the requests and to ensure the acknowledgement of receipt of the latter in application of the New York Convention of 1956, it being understood that such draft forms would have to be examined and possibly adopted at the next Special Commission on the operation of the Conventions in regard to maintenance obligations.